IVERIS
Institut de Veille et d'Étude des Relations Internationales et Stratégiques

Décryptage de la politique américaine

Jean-Luc Baslé

20 janvier, 2020
Notes

La scène washingtonienne est extrêmement agitée avec la procédure de destitution à l'encontre de Donald Trump et le regain de tension au Moyen-Orient suite à l'assassinat du général Qassem Suleimani. Certains y voient l'effet de dissensions entre les trois côtés du triangle du pouvoir : politique, militaire et économique. D'autres une opposition frontale à la politique de Donald Trump. Déconnectés en apparence, ces deux évènements sont néanmoins liés. Ce lien explique l'agitation dont la capitale américaine est l'objet.

Crédit image : "Vu du droit "

L'article 2 de la constitution donne au président le pouvoir de la définir en accord avec le sénat qui ratifie les traités. Depuis le War Powers Act de 1973, il doit aussi notifier le Congrès dans les quarante-huit heures s'il engage les forces armées à l'étranger. Le président jouit donc d'une grande latitude. Dans les faits, il est soumis à des groupes de pression qui souvent s'opposent, même s'ils sont d'accord sur la finalité : la prééminence des Etats-Unis dans le monde. C'est le camp des faucons.

Il est divisé en deux clans : les dogmatiques dont la priorité est la guerre contre le terrorisme au Moyen-Orient, et les réalistes qui focalisent leur attention sur la Chine et la Russie. Les attaques du 11 septembre ont permis aux premiers d'imposer leurs vues. Mais après bientôt vingt ans de guerre, leur politique se révèle être un désastre absolu. Le temps est venu pour les seconds d'imposer leur vision. Ils l'ont exposée dans le Defense National Strategy de 2018. La Chine y est définie comme un concurrent stratégique et la Russie comme un intrus. Il n'est plus question de terrorisme. Nous assistons donc à une volonté de redéfinition de la politique étrangère des Etats-Unis dont les prémices sont apparues sous Barack Obama avec le « *pivot to Asia* ». Le réalisme de ce clan n'en fait cependant pas des colombes. Les colombes ont disparu de la scène politique.

Les Etats-Unis font face au dilemme de tous les empires. Ils sont condamnés à croître mais le coût de leurs nouvelles conquêtes excède le profit qu'ils en retirent. La chute de l'Union soviétique en décembre 1991 conduit à une rapide expansion en Europe de l'est. Treize nations ont rejoint l'Alliance atlantique, et son bras armé l'OTAN dont les Etats-Unis financent 70% du budget. La guerre contre le terrorisme déclarée par George W. Bush suite aux attaques du 11 septembre a coûté 6.400 milliards de dollars selon le Watson Institute de Brown University. Les dépenses militaires sont passées de 266 milliards de dollars en 1996 à 738 milliards en 2020, soit un quasi triplement en quinze ans. La crise des subprimes, qui prit le gouvernement par surprise, a aussi coûté très cher au Trésor américain. Financé en partie par la dette, le déficit budgétaire menace la bonne santé de l'économie américaine. La dette publique américaine s'élève à 23.202 milliards de dollars au 31 décembre

2019, soit 108% du produit intérieur brut. Les investisseurs étrangers dont la Chine et le Japon, la financent à hauteur de 30%.

Face à cette dégradation de la situation économique, les Etats-Unis doivent faire un choix : poursuivre leur politique au Moyen-Orient ou réorienter leur politique étrangère. La première option conduit à un conflit avec l'Iran qui peut déboucher sur un cataclysme mondial par le jeu des intérêts vitaux des nations concernées. Le récent assassinat du général Qassem Suleimani s'inscrit dans cette vision. Il était destiné à

des intérêts vitaux des nations concernées. Le récent assassinat du général Qassem Suleimani s'inscrit dans cette vision. Il était destiné à pousser les Iraniens à la faute, afin d'avoir une excuse pour bombarder leurs sites nucléaires. Ils ne sont pas tombés dans le piège. La seconde option met la Russie et la Chine au cœur de la politique étrangère américaine tout en en réduisant le coût. Elle se traduit par un repli stratégique au Moyen-Orient dont la forme et l'étendue restent à définir. Le général William Seely, commandant des opérations militaires en Irak, a envoyé une lettre aux autorités les informant du retrait des forces américaines – lettre qu'il n'a pu écrire sans l'accord de sa hiérarchie. Le ministre de la défense, Mark Esper, l'a immédiatement dénoncée. Ce faisant, il se contredit puisqu'il a annoncé par ailleurs un redéploiement des troupes américaines stationnées à l'étranger. Cette redéfinition de la politique étrangère préfigure le déclin de l'empire américain.

Dans cet environnement, Donald Trump apparaît comme le porte-parole des réalistes ce qu'il n'est pas. Pendant sa campagne électorale, il a dénoncé le coût exorbitant des guerres moyennes-orientales qu'il chiffre à 7.000 milliards de dollars, et a annoncé son intention de rapatrier les boys. Ses prises de position irritent ses ennemis et expliquent pour partie ses difficultés. Il a été accusé de s'être compromis avec les Russes pour se faire élire. Il ne reste rien de cette accusation. Le rapport Mueller l'a enterrée. Il est maintenant accusé d'avoir conspiré avec le président ukrainien pour assurer sa réélection. La chambre des représentants l'a déclaré coupable. Le sénat l'innocentera. Le dossier est vide de preuves. Les dogmatiques ont échoué dans leur tentative de déstabiliser un président qui veut donner une nouvelle direction à la politique étrangère, comme l'autorise la constitution.

Cet échec ne les décourage pas. Donald Trump est sujet à d'intenses pressions, comme le montre sa décision désastreuse d'assassiner le général Qassem Suleimani, prise sous l'influence des jusqu'au-boutistes du camp des faucons, tel le Secrétaire d'état Mike Pompeo, chrétien évangéliste que le New York Times rend responsable de l'assassinat du général ou encore David Wurmser qui dans l'ombre joue un rôle tout aussi préjudiciable à la paix. Il a cru les satisfaire, mais ils ne le sont jamais. Les fous de Dieu ne sont pas tous islamistes.

Donald Trump est un électron libre, élu président par défaut ce qui démontre l'aliénation de l'électorat. Il est ignorant des pratiques washingtoniennes et a une connaissance puérile des questions internationales. Seul, sans organisation politique structurée pour le soutenir, il est le jouet des uns et des autres d'autant que sa vision politique est insuffisamment réfléchie. Son procès en destitution et le regain de tension au Moyen-Orient sont liés et tiennent à ce conflit interne au camp des faucons sur l'orientation à donner à la politique étrangère américaine. L'issue de ce conflit engage le reste du monde.

Jean-Luc Baslé

Downloaded from:
http://iveris.eu/list/notes/480-decryptage_de_la_politique_americaine

© copyright 2020 by Iveris. Tous droits réservés.